

Les Infos

Vendredi 7 octobre 2011



PAS DE ÇA CHEZ NOUS !

Belle et touchante unanimité au CE des Centraux des représentants des directions hors SGCIB venus présenter leurs réorganisations, DPDI entre autres. Tous ont protesté de la sincérité de leurs dires et de leur volonté de prendre en compte les souhaits et situations de chacun, dans les futures affectations. Malheureusement Roméo pèse, expérience oblige. De sorte que, ces pratiques font nécessairement peser un doute et invitent à une plus grande circonspection, fut-ce au prix d'un ralentissement des dites réorganisations. Comme s'est écrié un manager, très attaché semble-t-il à son projet, « ne prenez pas (mon département) en otage ». Ce n'est pas notre faute si la vision eugéniste des relations sociales à SGCIB conduit à la méfiance pour tout le monde. Nous aussi on aimerait bien que les choses se passent dans la bonne foi et la confiance. Mais c'est aussi nous qui recevons les salariés menacés de licenciement. Après tout, les patrons des autres directions peuvent peut-être avoir, via la direction générale, quelque influence sur les errements de la BFI.

CHEZ NOUS NON PLUS !

La fermeture du PSC de Nanterre est aussi l'occasion d'une explication avec BDDF. Près de 200 salariés sont concernés par la fermeture à mi 2012. On n'est pas dans l'échelle de 4D, mais l'affaire est exemplaire comme toujours. Jusqu'à présent, aucune restructuration du réseau n'a fait courir un risque de licenciement

à un salarié. Ce n'était donc pas une simple erreur de rédaction si le document remis aux OS le 3 octobre ne garantit toujours pas le personnel qui refuserait de suivre le transfert de son poste contre un licenciement. Ce risque, pointé par la CGT, a suscité les protestations de nos interlocuteurs, pas de ça chez nous non plus en quelque sorte, il n'y a pas de risque de licenciement ! On attend donc dans la prochaine version une rédaction sans ambiguïté qui aurait le mérite de mettre en situation beaucoup plus confortable les salariés pour discuter avec les RH de leur avenir.

THINK DIFFERENT

Les méthodes expéditives de SGCIB, désormais connues sous le vocable « Roméo » ont conduit à une forte augmentation des procédures de licenciement pour insuffisance professionnelle prétendue, la CGT ayant plus de 70 dossiers en charge depuis le début juillet. Sauf que la RH a un peu oublié que la convention collective contient un article qui encadre ce type de licenciement, l'article 26... article qui exige *notamment* qu'il soit procédé à un changement de poste si l'employeur estime que l'intéressé n'est pas adapté à celui qu'il occupe. C'est cette obligation que la CGT s'attache à faire respecter à SGCIB avec quelque succès, du moins pour ceux qui acceptent de rester à la Société Générale après le mauvais coup qu'elle leur a fait. Le plan concocté par les RH de SGCIB, qui consistait à déclencher le processus par un simple appel pour un RV informel, proposer un chèque et exiger le silence est maintenant par terre, sauf pour ceux qui croiraient encore que leur intérêt est de partir discrètement. Certes, penser différemment heurte une culture ancrée solidement, comment comprendre ce qui arrive quand on n'a pas ménagé son engagement ? La seule bonne réponse au coup de fil de la RH de SGCIB est de prendre contact avec la CGT, cela ne peut qu'être bénéfique, et c'est cela penser différemment !



CGT Société Générale
Paris La Défense 92972 CX - 01.42.14.30.68
cgt.sg@wanadoo.fr
Internet : www.premiumwanadoo.com/cgt.sg/
Intranet : Portail SG, Salariés France, Espace syndical, CGT